



Abel Elimbi Lobe multiplie des sorties pour expliquer à l'opinion le vrai sens de l'autochtonie, un terme qui lui est si cher.

Face aux « envahisseurs », le promoteur de la plate-forme Kawtal, se montre déterminé à préserver le droit des populations autochtones. S'il souhaite tant aller à l'Assemblée nationale, c'est avant tout défendre ce droit. L'homme politique a une dent extrêmement dure contre ces élus de Douala qui « sont autochtones quand ils convoitent les postes politiques dans le terroir », il cite notamment l'honorable Jean Miche Nintcheu, le député du SDF.

Voici l'intégralité de son texte.

Rudolph Douala Manga Bell ne va pas se retourner trois fois dans sa tombe.

Il s'est retourné pour la première fois quand Monseigneur Ndogmo, le héros de certains, leur a enseigné comment procéder pour dominer les autres communautés: puis Douala Manga Bell s'est retourné une deuxième fois lorsqu'il a été décrit par Achille Mbembé et ses disciples comme celui qui a vendu le pays aux colons. Les errements de Mbembé ont été applaudis, partagés des centaines de fois par les disciples du héros Ndogmo. Douala Manga Bell va se retourner une troisième fois qu'il n'a pas vu quoi ?

Il va se retourner encore pour voir quoi ! Pour voir qui? Pour voir ces gens qui se réclament du littoral seulement lorsqu'il leur faut les sièges de députés des autochtones du littoral ou des postes de de sénateurs du littoral ou encore quand ils ont envie des fonctions de conseillers municipaux et celles de maires dans les contrées du littoral.

Où étaient les Nintcheu & Cie dans la commémoration de l'assassinat de l'un des illustres chefs traditionnels des autochtones du littoral ?

Où étaient ces députés des cantons Bell, Akwa, Deïdo, Belle-Belle, Bassa-Wouri, Bakoko à l'autochtonie à géométrie variable qui n'existent que lorsqu'il faut prendre des sièges au littoral, leur vache à lait; non leur vache à sièges.

Où étaient ces conseillers municipaux et maires des communes de douala qui sont autochtones quand ils convoitent les postes politiques dans le terroir des Sawa.

Enfin ces boulimiques politiques, ces spoliateurs politiques ont fini par bien prouver que l'autochtone ce n'est pas le fait d'être né à douala ou au littoral ; l'autochtone ce n'est pas le fait d'être installé à douala depuis 70 ans comme si un morceau de bois deviendrait un poisson parce qu'il a déjà mis 70 ans de le Wouri.

L'autochtone c'est une notion anthropologique et culturelle qui fait que les Nintcheu & Co ne se sentent pas concernés ni par l'histoire, ni par la culture, ni par le destin de la communauté Sawa dont ils veulent malicieusement être les représentants à l'assemblée nationale, au sénat, dans les communes et prochainement dans le conseil régional du littoral.

Les faits sont donc là! Ils parlent chaque jour un peu plus pour nous dire que chaque terroir doit être administré, représenté par ceux des camerounais et camerounaises qui portent son histoire, sa culture et son destin.

La vérité s'établit donc petit à petit par les agissements de ceux qui voulaient l'étouffer:

La constitution a eu raison de dire que le président du conseil régional doit être un autochtone de la région.

Le code électoral et le code général des collectivités territoriales décentralisées ont également eu raison de dire que:

1- le maire de la communauté urbaine doit être un autochtone de la région de rattachement de ladite communauté urbaine

2- les représentants du commandement traditionnel sont élus par les chefs traditionnels autochtones

3- les listes de candidats représentant le commandement traditionnel sont conduites par un chef traditionnel de 1er ou 2e degrés qui ne pourra être qu'un autochtone de la circonscription électorale (c'est à dire un autochtone du département qui la liste vise)

la lutte doit donc se poursuivre afin qu'en 2025, le maire de la commune soit un autochtone de la commune avec 80% au moins, arrondi à l'entier supérieur le cas échéant, des conseillers municipaux qui sont des autochtones de la région de rattachement de ladite commune.

La lutte doit se poursuivre pour que chaque arrondissement de la région ait au moins un délégué de département autochtone dudit arrondissement dans le conseil régional.

La lutte doit se poursuivre pour que le chef traditionnel de 3e degré soit un autochtone du village, ou un autochtone du village de rattachement du quartier qu'il administre.

C'est la voie que les tribalistes hypocrites nous ont montrée.

Chaque Sawa doit participer à cette lutte
